

LA MINUSCA EN GUERRE CONTRE LES ABUS SEXUELS ET L'IMPUNITÉ



UN Photo / MINUSCA

« Le temps du silence est fini. Désormais, la MINUSCA sera la voix des victimes d'abus sexuels. Ces actes sont odieux et incompatibles avec l'esprit des Nations Unies et des pays contributeurs de troupes », a martelé le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Parfait Onanga-Anyanga, lors de sa visite le 4 février à Bambari, où de récentes allégations d'exploitation et d'abus sexuels par des Casques bleus ont été signalées. Le chef de la MINUSCA était accompagné de son Adjointe, Mme Diane Corner, du Commandant de la Force, le Major-Général Balla Keita, ainsi que de l'Ambassadeur de la République Démocratique du Congo (RDC).

Le chef de la MINUSCA et sa délégation ont visité les camps de déplacés de l'aviation et de la Cotonnerie, deux camps où ont été récemment enregistrés des cas d'abus sexuels.

Pour faire appliquer avec plus de rigueur la politique de "tolérance zéro" des Nations Unies, le chef de la MINUSCA a promis de renforcer les mesures dissuasives et de collaborer davantage avec les pays dont les soldats seraient incriminés, précisant qu'« une police militaire sera déployée pour contrôler le comportement des troupes et la collaboration sera renforcée avec les pays d'origine des soldats incriminés afin qu'ils paient de leurs crimes devant leurs juridictions nationales ». Pour sa part, le Général Balla Keita, Commandant

►► Suite à la page 02

SOMMAIRE

■ La Minusca en guerre contre les abus sexuels et l'impunité

► page 01

■ Les communautés de Boeing et Pk5 signent un pacte de non-agression et de réconciliation ► page 02

■ Redynamiser l'École Nationale d'Administration et de Magistrature ► page 03

■ Violences de septembre 2015: les Nations Unies demandent des actions urgentes contre l'impunité ► page 04

■ Le Secrétaire général nomme le Général de corps d'Armée Balla Keita, du Sénégal, commandant de la force de la mission de l'Onu en Rca ► page 05

■ Casques bleus et jeunes ensemble

pour nettoyer le cinquième arrondissement de Bangui ► page 05

■ ANE et candidats échangent sur les efforts pour des élections apaisées ► page 06

■ Extension de la salle d'audience et du périmètre de sécurité du tribunal de première instance de Bimbo ► page 07

de la Force de la MINUSCA a dit : «*ne soyons pas des loups pour ces populations déjà rendues fragiles par ces longues années de conflit. Nous leur devons protection et assistance*».

Dans l'immédiat, 120 soldats de la RDC déployés à Bambari durant le dernier trimestre 2015 seront rapatriés après la conclusion de l'enquête entamée suite aux révélations des nouvelles allégations d'abus sexuels contre des membres de ce contingent. Dans l'attente,

ces soldats seront confinés dans leurs casernes.

Afin de renforcer la coordination dans la lutte contre ces abus sexuels, le Chef de la MINUSCA a, lors de sa visite lancé les travaux de l'équipe de prévention des abus et exploitation sexuels de Bambari qui, en plus de la MINUSCA, comprendra des agences onusiennes et organisations humanitaires spécialisées dans la réponse aux questions de violence basée sur le genre •

LES COMMUNAUTÉS DE BOEING ET PK5 SIGNENT UN PACTE DE NON-AGRESSION ET DE RÉCONCILIATION



UN Photo / MINUSCA

Trois ans. C'est le temps qu'aura duré le blocus opéré par les populations de la commune de Boeing sur l'axe menant au cimetière musulman de Bangui, lors de la crise de 2013 qui a secoué la République centrafricaine. Une situation "intolérable" aussi bien pour le gouvernement de Transition que pour les musulmans de Bangui qui étaient obligés d'inhumer les dépouilles de leurs défunts soit à l'intérieur des concessions, soit sur des terrains vagues, soit même sur des terrains appartenant à l'Etat ou à des privés.

Au terme de plusieurs mois de tractations menées par le gouvernement centrafricain et appuyées par la MINUSCA, l'Ambassade de France et autres partenaires, les populations de Boeing et PK5 ont, d'un commun accord, décidé de l'élaboration d'un pacte devant matérialiser les engagements pris devant leurs communautés, les autorités et les partenaires.

C'est ainsi que le 11 février 2016 à

Boeing s'est tenue la cérémonie officielle de signature du "Pacte de non-agression et de réconciliation" entre les populations de Boeing et PK5, résumé en 12 articles, ouvrant ainsi à nouveau l'accès au cimetière musulman de Boeing.

«*Le pacte de non-agression, c'est le refus de la fatalité et de la peur*», a indiqué Parfait Onanga-Anyanga qui a, par ailleurs, annoncé que le soutien de la MINUSCA devrait davantage s'amplifier à travers la poursuite des Travaux à Haute intensité de Main d'œuvre (THIMO) «*pour renforcer la confiance et garantir l'accès au cimetière, mais aussi pour fournir une activité temporaire aux jeunes des deux communautés*».

Conformément au mandat de la Mission, a fait savoir le Chef de la MINUSCA, «*nous accompagnerons le processus du vivre ensemble à travers la réalisation de projets de paix et de développement en collaboration avec d'autres partenaires. Nous*

continuerons à travailler pour la restauration de l'autorité de l'Etat et la stabilité en réhabilitant la mairie, le commissariat de police et le marché de Boeing avec nos projets à Impact Rapide (QIPs) et en collaboration avec d'autres partenaires». Et pour matérialiser cette promesse, la première pierre de la construction du marché de Boeing a été posée à l'issue de la cérémonie.

La réouverture de ce cimetière est le résultat de l'action concertée de la section des Affaires civiles et du Projet jeunes à risques de la MINUSCA - un projet à haute intensité de main d'œuvre via lequel de nombreux jeunes vulnérables issus des deux communautés sont recrutés pour des travaux communautaires moyennant une rémunération. Les deux communautés ont également eu droit à une lecture guidée dudit pacte de non-agression et à une discussion sur les modalités pratiques relatives à la réouverture du cimetière. Des séances de sensibilisation à l'intention des deux communautés (environ 10 000 personnes) ont aussi été réalisées sur les thèmes de la cohésion sociale, sans oublier des rencontres à l'exemple de celles ayant réuni, le 14 janvier et le 9 février au quartier général de la MINUSCA, des membres du Gouvernement de Transition, des partenaires internationaux et les représentants des deux communautés. En effet, il a fallu apaiser les esprits, recréer le dialogue et insuffler le vivre-ensemble.

Une visite au cimetière musulman de Boeing a permis aux autorités de participer de manière symbolique à l'inhumation des premières dépouilles mortelles, signe du retour à la normalité •



EN BREF

■ **DEUX CENT JEUNES ISSUS DES QUARTIERS BOEING** et Pk5 ont travaillé dans le cadre des THIMO pour le réaménagement du cimetière musulman de Bangui qui s'étend sur 70.000m². Un signal très fort envoyé par les deux communautés en vue de la cohésion et de la réconciliation, et qui est le résultat d'efforts conjoints des responsables locaux, des autorités nationales et des partenaires (MINUSCA, PNUD, Ambassade de France).

■ **DES RENCONTRES ONT EU LIEU ENTRE LE LEADERSHIP DE LA MINUSCA**, dans le cadre du G8-RCA, avec les acteurs politiques clés à Bangui, y compris le chef de l'Etat de la Transition, le Premier ministre du Gouvernement de transition, le Président du Conseil National de Transition, le Président de la Cour constitutionnelle ainsi que les candidats à la présidentielle. Ces contacts font partie des consultations permanentes entre la communauté internationale et les autorités et personnalités centrafricaines, en vue de la tenue d'élections crédibles, apaisées et ouvertes à toutes et à tous.

■ **LA MINUSCA ET LE PNUD**, en coordination avec l'ANE, ont apporté leur assistance notamment dans le domaine de la formation. Parmi ces formations, celle à l'endroit des formateurs nationaux de l'ANE et les coordonnateurs des Bureaux électoraux régionaux de l'Assistance électorale intégrée qui a été essentiellement axée sur les aspects pratiques et la maîtrise du remplissage des documents électoraux, pour s'assurer que les formateurs nationaux soient à même de mieux restituer la formation au niveau des démembrements de l'ANE.

■ **CENT SOIXANTE-QUATRE POLICIERS ET 148 GENDARMES**, ont vu leurs capacités renforcées dans le cadre de la sécurisation du scrutin du 2ème tour de l'élection présidentielle et du 1er tour des législatives. Cette session additionnelle s'est déroulée simultanément à Bangui, Bria et Bouar, les 2 et 3 février 2016.

■ **LE CADRE DE CONCERTATION ET LE NATIONAL DEMOCRATIC INSTITUTE (NDI)** et la MINUSCA ont engagé des activités portant sur l'intensification de la campagne d'information et de sensibilisation sur le code de bonne conduite à Bangui et dans les préfectures ainsi que de la formation des représentants des candidats dans les bureaux de vote pour la surveillance des opérations de vote et de dépouillement. Les formations de représentants des candidats seront organisées à Bangui, Bangassou, Kaga-Bandoro et Paoua.

■ **LA MINUSCA A INITIÉ UN ÉCHANGE** avec le Rectorat de l'Université de Bangui en vue de la mise en place d'un Club de droits de l'Homme. Des ouvrages traitant des droits de l'Homme ont été remis à l'Université à cette occasion.

■ **DANS LE CADRE DE SA STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS**, la MINUSCA a rencontré le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bangui pour discuter sur la collaboration entre les Nations Unies, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et les acteurs judiciaires nationaux sur les allégations d'exploitation et d'abus sexuels portées contre des fonctionnaires non onusiens.

■ **DIX VÉHICULES DESTINÉS AUX ACTIVITÉS SPÉCIALES DE POLICE** ont été mis à la disposition des équipes UNPOL en colocation avec les Forces centrafricaines de sécurité intérieure.

■ **LES MESURES VIGOUREUSES** prises par la MINUSCA pour traquer certains malfaiteurs dans l'arrière-pays se sont soldées par une situation sécuritaire relativement calme sur tout le territoire. Ces mesures ont été particulièrement efficaces dans les préfectures de Mbomou, Haute-Kotto dans le secteur Est, Ouham et Ouham-Pende dans le secteur Ouest. En effet, des opérations sont en cours pour mettre hors d'état de nuire les éléments des différents groupes armés qui troublent la quiétude des populations civiles ●

RÉDYNAMISER L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION ET DE MAGISTRATURE

Unique institution étatique chargée de la formation et du perfectionnement des cadres de l'administration publique centrafricaine, l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) éprouve de réelles difficultés à assurer sa mission. Afin d'avoir une meilleure

compréhension de ses besoins et dans la perspective de contribuer à son renforcement institutionnel et technique, la MINUSCA, à travers sa Section des Affaires judiciaires et pénitentiaires et dans le cadre de l'exécution du Projet conjoint MINUSCA-PNUD-ONUFEMMES, a dressé un état

des lieux de ladite institution sous forme de rapport.

En effet, comme le souligne ce rapport, «*le recrutement des candidats non fondé sur des critères de compétence, l'inexistence du curriculum de la formation initiale, le personnel enseignant constitué exclusivement des vacataires et*



UN Photo / MINUSCA

l'inexistence d'un corps de formateurs suffisamment qualifiés (...) un organigramme statique de l'école, l'absence de divisions académiques spécifiques et de ressources humaines propres à chaque domaine» figurent au nombre des anomalies à rectifier.

A l'issue d'échanges interactifs, les participants ont dégagé plusieurs recommandations, au nombre desquelles «*la révision du décret portant fonctionnement et organisation*

de l'ENAM, la transparence dans la désignation de l'équipe dirigeante de cette école et la mise en place d'un conseil d'administration». Autres préoccupations, «*le renforcement de la sécurité de l'ENAM, la réhabilitation de l'internat, ainsi que la construction du réfectoire, de la bibliothèque, de la salle informatique, d'un amphithéâtre, des terrains de sports et le transport des élèves externes. Mais aussi l'autonomie énergétique de l'ENAM, l'installation d'une connexion internet à*

haut débit, la recherche des sources diversifiées de financement, les voyages d'études, la création d'une direction chargée de la coopération, l'élaboration des projets, le paiement régulier des enseignants et des formateurs.»

Sur le plan académique et pédagogique, ils ont plaidé en faveur de partenariats avec plusieurs structures, dont l'Université de Bangui, des institutions homologues d'autres pays, et des organisations internationales y compris des agences des Nations-Unies et des Ambassades. La diversification et l'amélioration des filières de formations et la révision des programmes académiques ont, en outre, été suggérées sans oublier la révision des critères de recrutement des enseignants, dont les performances pourront désormais être évaluées.

Il convient de rappeler qu'au nombre des tâches prioritaires de la MINUSCA figurent l'appui à l'extension de l'autorité de l'Etat et le renforcement des capacités de l'appareil judiciaire afin que celle-ci soit en mesure de lutter plus efficacement contre l'impunité ●

VIOLENCES DE SEPTEMBRE 2015: LES NATIONS UNIES DEMANDENT DES ACTIONS URGENTES CONTRE L'IMPUNITÉ



UN Photo / MINUSCA

Un rapport des Nations Unies publié au courant du mois de février fait état de violations graves et d'abus des droits de l'homme commis lors de la reprise des violences à Bangui,

en République centrafricaine, le 26 septembre dernier et se poursuivant jusqu'au 20 octobre. Les jours qui suivirent furent marqués par des attaques et des homicides contre des civils, ainsi que par la

destruction et l'incendie généralisés de maisons et de biens, parmi l'ensemble des violations des droits de l'homme commises.

Ceci coïncide avec l'organisation prochaine en République centrafricaine de l'élection présidentielle et des législatives du 14 février 2016. Le chef de la MINUSCA, le Représentant spécial du Secrétaire général, Parfait Onanga-Anyanga, demande à tous les acteurs de soutenir le processus électoral, de rejeter toutes les formes de violence et de respecter l'issue du vote. Des élections paisibles et légitimes marqueront un pas significatif vers la réconciliation, la justice et la paix durable en RCA ●

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL NOMME LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE BALLA KEÏTA, DU SÉNÉGAL, COMMANDANT DE LA FORCE DE LA MISSION DE L'ONU EN RCA



UN Photo / MINUSCA

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a annoncé le 11 février 2016, la nomination du général de corps d'armée Balla Keïta, du Sénégal, en tant que Commandant de la Force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Le général de corps d'armée Balla Keïta succède au Général de Division Martin Chomu Tumenta, du Cameroun, décédé le 30 novembre 2015. Le Secrétaire général, qui a été profondément attristé par la mort prématurée du général de division Chomu Tumenta, exprime à nouveau sa gratitude pour la contribution de ce dernier au travail des

Nations Unies.

Le Général de corps d'armée Balla Keïta apporte avec lui plus de 40 ans d'expérience militaire aux niveaux national et international. Il était, depuis le 7 novembre 2015, Commandant par intérim de la Force de la MINUSCA et auparavant, de 2013 à 2015, Commandant adjoint de la Force de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), après avoir été Commandant de secteur, de 2007 à 2010. Le Général de corps d'armée Balla Keïta a aussi occupé divers postes de haut niveau au niveau national, y compris celui d'Inspecteur général des Forces Armées sénégalaises, de 2012 à 2013.

Le général de corps d'armée Balla Keïta est diplômé de l'École militaire interarmes de Coëtquidan en France, du Command and General Staff College de Fort Leavenworth aux États-Unis et de l'École de guerre de Hambourg en Allemagne.

Né en 1956, le nouveau Commandant de la Force de la MINUSCA est marié et père de quatre enfants ●

CASQUES BLEUS ET JEUNES ENSEMBLE POUR NETTOYER LE CINQUIÈME ARRONDISSEMENT DE BANGUI

Ils étaient quelque 70 casques bleus du deuxième contingent rwandais (Rwabatt2) de la MINUSCA et plus de 150 jeunes du 5^e arrondissement à avoir participé, le 4 février 2016, à une opération de nettoyage du quartier Sénégalais, dans le 5^e arrondissement de Bangui.

Initié par le Rwabatt2, ces travaux communautaires ont pour but de contribuer non seulement à créer un environnement de vie plus sain aux habitants mais surtout de favoriser le retour de l'administration locale, étant entendu que la Mairie et la Police ont dû abandonner leurs locaux suite aux différentes crises qui ont vu leurs bâtiments endomma-

gés et pillés, obligeant leurs personnels à trouver refuge dans d'autres arrondissements.

Munis de houes, pèles, serpes et autres engins, il s'est donc agi pour ledit contingent et les jeunes de débarrasser les locaux et leurs environs des déchets qui les encombraient, mais aussi de défricher les herbes

qui y avaient poussé. Une manière d'encourager les autorités locales à regagner leurs locaux et ainsi déloger les membres de la population qui s'y sont temporairement installés.

C'est la 3^e opération du genre initiée par le Rwabatt2 en une année, les précédentes opérations de cette na-

ture étant l'enlèvement des déchets qui jonchaient le tronçon de voie entre le quartier Miskine et le rond-point serpent, ainsi que le nettoyage du marché Koudoukou.

En complément de leurs actions de sécurisation et de protection des civils, divers contingents initient des

activités à caractère humanitaire dans leurs zones de responsabilité au profit de la population. Des actions de solidarité qui se matérialisent soit par l'assistance médicale soit via des travaux d'assainissement ●

ANE ET CANDIDATS ÉCHANGENT SUR LES EFFORTS POUR DES ÉLECTIONS APAISÉES



UN Photo / MINUSCA

« Les élections du 2^e tour de la présidentielle et le 1^{er} tour des législatives qui auront lieu ce 14 février 2016 permettront à votre pays de se doter d'une autorité investie de la légitimité populaire et vous écrirez votre histoire avec un grand H. » Ces mots sont du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine et Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, qui intervenait, au nom de la Communauté internationale en Centrafrique, lors de la séance d'information à l'attention des candidats présidentiels et législatifs ce samedi 13 février 2016 à Bangui. Une rencontre organisée par l'Autorité Nationale des Elections en collaboration avec la MINUSCA avec pour objectif d'apporter des clarifications aux interrogations exprimées par les acteurs politiques sur processus électoral.

La séance a été ouverte par la présidente de l'Autorité Nationale des Elections (ANE), Marie-Madelaine Nkouet-Hoornaert, en présence aussi des représentants du président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, Médiateur sur la crise centrafricaine, le Général Noël Léonard Essongo, et de l'Union Africaine, Souleymane Ndiaye, de l'Ambassadeur de la CEEAC, Adolphe Nahayo, de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Diane Corner, et du Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Balla Keita, entre autres personnalités.

Il s'est agi lors de cette rencontre de renforcer la confiance des candidats dans le processus électoral, en partageant avec eux les efforts déployés pour pallier les insuffisances enregistrées au premier tour des scrutins groupés du 30

décembre 2015, notamment sur la base des leçons tirées et des décisions de la Cour constitutionnelle de transition. En effet, il importait de leur exposer les gages de transparence et de crédibilité des opérations électorales, dans l'optique d'une meilleure acceptation des résultats mais aussi de prévenir d'éventuels conflits post-électoraux.

En sa qualité de présidente de l'ANE, Marie-Madelaine Nkouet-Hoornaert a rassuré les candidats: « l'ANE a corrigé les principales imperfections et autres remarques faites par la Cour Constitutionnelle. » C'est notamment, dit-elle, le passage en revue de 140 bulletins correspondant à 140 circonscriptions en vérifiant des logos, photos, etc. Mais aussi, « le model de remplissage des procès-verbaux a été corrigé par le remplacement de



certains membres des bureaux de vote qui n'avaient pas bien rempli leur mission lors du premier tour.»

Le Chef de la MINUSCA a, lui, félicité tous les candidats pour la manière dont ils ont conduit la campagne électorale *« caractérisée par le civisme, le calme et la sérénité. »* Cependant, plus que jamais, « il faut condamner et tourner le dos aux quelques incidents anti démocratiques notés ici et là, pour maintenir le processus électoral convivial et apaisé. » Tout en rappelant le respect du Code de bonne conduite signé par les partis politiques et les candidats les 9 et 12 décembre 2015, Parfait Onanga-Anyanga a exhorté ces derniers à *« continuer à sensibiliser leurs militants et sympathisants d'éviter tout discours et comportement susceptibles de perturber la bonne tenue des élections, la cohésion et la paix sociale. »*

Le rapporteur de l'ANE Julius Rufin Ngouadé-Baba, a, lui, recommandé aux candidats de respecter les lois, règlements et le Code de conduite, déployer leurs représentants dans les bureaux de vote et d'assurer une présence continue. Et d'insister sur la prévention de la violence et la préservation de la paix.

En réponse, le représentant du candidat à l'élection présidentielle Archange Touadera a promis que ses militants et sympathisants vont bien se comporter avant, pendant et après le processus électoral, au profit de la paix en Centrafrique. Quant à celui du candidat Anicet Georges Dologuele, il a demandé que le transport des bulletins de votes après l'élection soit surveillé par les représentants de la MINUSCA et de l'ANE pour garantir davantage de transparence.

La rencontre a été l'occasion pour la MINUSCA de lever le voile sur son plan de sécurisation électorale, mis en œuvre en collaboration avec les Forces de sécurité intérieure (Police et gendarmerie) et ceux de l'opération française Sangaris pour assurer un déroulement sécurisé des opérations électorales, en outre de l'appui logistique ●

L'EXTENSION DE LA SALLE D'AUDIENCE ET DU PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE BIMBO, OPÉRATIONNELS

Les projets d'extension de la salle d'audience du Tribunal de grande Instance de Bimbo et de construction d'un périmètre de sécurité (clôture) pour ledit tribunal ont été livrés, le 25 février 2016, au cours d'une cérémonie officielle marquée par la présence du chargé de mission et agent judiciaire de l'état, représentant le ministre de la justice, Ahmat Arold Deya, du Chef de section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA, Frank Dalton et du procureur général de la Cour d'appel de Bangui Emmanuel Ndakala.

Le coût global de ces ouvrages réalisés par l'Ong Synacade, maître d'œuvre, est estimée à 49.568.820 Cfa soit 85.484 dollars USD.

« C'est une obligation pour nous de protéger ces bâtiments » en retour, a dit le procureur du Tribunal de

Grande Instance de Bimbo, Martial Sourougaba. *« Il n'y avait pas de salle et nous étions obligés de faire des audiences dans les locaux de la Mairie »*, a-t-il fait savoir.

Un soulagement partagé par le chef de la section des Affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSCA, pour qui *« ces réalisations faciliteront en outre l'accès à la justice aux populations du ressort du Tribunal de Grande Instance de Bimbo. Plus particulièrement, l'extension de la salle d'audience qui aura un impact positif sur le caractère public des audiences du tribunal, ce qui facilitera l'accélération des traitements des dossiers répressifs »*, conformément au mandat d'appui de la Mission auprès des autorités centrafricaines pour le rétablissement de la chaîne de justice pénale ●

PRE-DDR : 1^{er} FORUM DES MÉTIERS AU PROFIT DES EX-COMBATTANTS DE BRIA

La section Désarmement, Démobilisation Réintégration et Rapatriement (DDR) de la MINUSCA de Bria a organisé, le 20 février 2016, le premier *« Forum des métiers »* au profit des ex-combattants engagés dans les opérations de Pré-DDR. Cette activité a été organisée en partenariat avec le Centre régional de formation professionnelle et pratique (CFPP) de Bria. L'objectif était d'informer les anciens combattants des possibilités de formations qui s'offrent à eux dans le cadre de leur réinsertion professionnelle. Au total 60 anciens combattants dont 20 femmes, engagés dans le pré-DDR, ont pris part à cette activité ●



EN LIGNE | ONLINE

MINUSCA

Votre site d'informations et d'analyses sur
la Centrafrique et les Nations Unies.
Disponible sur smartphones

Your one-stop source for news and information
about Central African Republic and the UN.
Available on smartphones



UN photo / Graphisme CPIC / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission
in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

<https://facebook.com/minusca.unmissions>

https://twitter.com/UN_CAR

<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>